

## Bangladesh : les fantômes du Rana Plaza

LE MONDE | 25.06.2013 à 08h16 • Mis à jour le 25.06.2013 à 08h53 | Par [Julien Bouissou](#)

Des centaines d'ouvriers du textile, de survivants et de proches des victimes de l'effondrement du [Rana Plaza](#), cet immeuble de neuf étages qui s'est écroulé le 24 avril, faisant 1 129 morts, ont manifesté, lundi 24 juin, sur les lieux de l'accident, à Savar, à une trentaine de kilomètres de Dacca.

Deux mois après le pire accident industriel ayant affecté le [Bangladesh](#), ces manifestants ont réclamé des comptes au gouvernement sur les personnes toujours portées disparues et sur le volet financier.

*"Comment [faire](#) le deuil alors que son corps n'a pas été retrouvé ?"*, demande Shapla, en se tordant les mains. Son frère [Sulaiman Hosen](#) supervisait le travail d'ouvriers lorsque le Rana Plaza s'est effondré.

Dans les heures qui ont suivi le désastre, Shapla a cherché son visage parmi les blessés, puis a scruté les morts sortis des décombres. Quelques jours plus tard, les cadavres étaient trop abîmés pour être identifiés.

Sulaiman n'a jamais été retrouvé. Le badge oublié chez lui avant de [partir](#) à l'atelier est le seul document prouvant qu'il faisait partie des victimes. Les registres de présence des ouvriers n'ont jamais été retrouvés sous les décombres. L'effondrement a emporté des vies mais aussi beaucoup de noms.

Après les morts et les blessés, le Bangladesh compte aujourd'hui les disparus du Rana Plaza. Un travail difficile et complexe qui ralentit le versement des indemnités.

Pour [conjur](#)er l'oubli de son frère, Shapla a écrit son nom en grandes lettres en bas d'une photo de lui engoncé dans un costume, la mine blanchie par Photoshop. Tous les jours, elle vient sur les lieux du malheur en tenant la pancarte plastifiée serrée dans ses bras, au cas où un fonctionnaire, peut-être un ministre, fasse son apparition et veuille bien reconnaître son frère comme l'une des victimes officielles.

Shapla a aussi rassemblé des papiers administratifs qu'elle a soigneusement enveloppés dans un sac en plastique pour les [remettre](#) au responsable du district. Un nom de plus a été ajouté à la liste des disparus. Ils sont au moins 350.

A la fin du mois de mai, le gouvernement a collecté les prises de sang des familles de victimes pour [identifier](#) leur lien de parenté avec les 301 ouvriers dont les corps ont été retrouvés mais non identifiés. Dans un laboratoire de l'université de Dacca, des centaines de tubes à essai contiennent des échantillons de dents ou d'os prêts à être analysés.

Jamais ce petit laboratoire, créé en 2006 avec l'[aide](#) financière du [Danemark](#), n'a eu à [effectuer](#) autant de tests. Les résultats pourraient [venir](#) dans seulement quelques mois, le temps que des équipements supplémentaires soient livrés. Mais les tests ADN pourront-ils [rendre](#) le verdict du nombre de disparus ?

C'est bien ce que craint Shapla : *"Si jamais les secouristes n'ont pas retrouvé le corps de mon frère dans les décombres, alors ça voudrait [dire](#) qu'il n'est pas officiellement disparu et on ne percevra jamais d'indemnités."*

Plusieurs associations de travailleurs estiment que le nombre de victimes dépasse les estimations du gouvernement. *"Lors de l'incendie de l'usine [Tazreen Fashion](#) en novembre 2012, les familles de vingt-cinq victimes n'ont pas reçu d'indemnités faute d'[avoir](#) prouvé que leurs proches étaient morts dans l'accident. Le même scénario pourrait se reproduire"*, s'inquiète [Jyotirmoy Barua](#), avocat des familles des victimes.

L'autre problème concerne la gestion de ces listes de disparus. Tous leurs noms sont transmis par l'administration à la puissante Association des exportateurs et des fabricants bangladais de vêtements, la BGMEA. *"Ce sont les propriétaires d'ateliers textiles qui finaliseront la liste et décideront des indemnités, ce qui n'est pas sans [poser](#) problème"*, remarque Rafiqul [Islam](#) Sujal, président d'une association d'ouvriers du textile.

## "ENTENDEZ NOTRE DOULEUR"

Six semaines après la tragédie, la procédure d'identification des disparus ralentit le versement des indemnités. Devant l'emplacement du Rana Plaza, protégé par des policiers, des femmes se retrouvent régulièrement pour s'échanger les dernières nouvelles.

Elles bloquent parfois la route pour [faire](#) pression sur le gouvernement, et se décharger de leurs angoisses. Leurs revendications tiennent sur des bouts de tissus suspendus aux barrières : *"Entendez notre douleur"* ou encore *"Faites nous [vivre](#) après [avoir](#) tué nos proches"*.

Sultana, une jeune ouvrière textile de 18 ans, revient, haletante, du [centre](#)-ville : *"On m'a dit que l'administration verserait des indemnités ce matin, c'était une fausse rumeur."* Blessée dans l'effondrement du Rana Plaza, elle a perdu son bébé au quatrième mois de [grossesse](#), et marche avec une gaine pour [calmer](#) les douleurs de sa hanche cassée. Elle a quitté, il y a huit mois, son village dans le nord du pays pour [venir](#) travailler à Dacca et ne se souvient pas [avoir](#) pris de jours de congé, sauf peut-être trois ou quatre. Le salaire de son mari, conducteur de tricycle après trois mois de travail dans un atelier textile sans être payé, leur suffit à peine. Mais Sultana a peur de [remettre](#) le pied dans une usine textile. Alors, à la moindre rumeur de versement de compensations, elle enfile sa gaine autour des hanches et part en boitant vers l'un des bureaux de l'administration munie de son certificat médical : *"J'ai toujours peur d'être oubliée."*

Le mécanisme de versement des indemnités est si opaque qu'il alimente toutes les rumeurs. La chaîne britannique d'habillement Primark a annoncé qu'elle allait [verser](#) 1 million de dollars (un peu plus de 764 000 euros) aux victimes et a même publié une petite annonce dans les journaux locaux pour [recenser](#) le nombre d'employés du Rana Plaza. Le gouvernement a, de son côté, versé des indemnités aux blessés... mais seulement dans les deux hôpitaux dans lesquels s'est rendue la première ministre bangladaise, Sheikh Hasina. Enfin, la BGMEA travaille en parallèle pour

[calculer](#) le montant des indemnités. Seuls un ou deux mois de salaire et 200 euros pour les frais d'obsèques ont été versés.

Combien coûte la vie d'un ouvrier textile bangladais ? Mille euros, soit un peu plus que ce que vaut une pile de chemises dans les rayons des magasins français, selon une loi votée au Parlement du Bangladesh en 2006. Et l'assurance du personnel n'est obligatoire que si plus de 200 employés travaillent dans une usine.

"Comment voulez-vous [diminuer](#) le nombre de morts dans l'[industrie](#) textile si la vie d'un ouvrier vaut aussi peu. Même en [Chine](#), elle vaut cinquante fois plus", fulmine un syndicaliste. Un groupe de vingt-cinq avocats et syndicalistes rêvent de [changer](#) la loi pour [rendre justice](#) aux victimes. Ils demandent que chaque travailleur soit couvert par une assurance et que les victimes d'accident se fassent au moins [rembourser](#) leurs soins médicaux. Si un ouvrier meurt, ils veulent que des critères soient établis pour [fixer](#) le montant de l'indemnité en fonction de son âge ou de sa qualification. Enfin les proches du défunt doivent être protégés.

Rafiqul [Islam Sujal](#) en sait quelque chose. Il cite les nombreux cas de veuves livrées à elles-mêmes après [avoir](#) été chassées par leur belle-[famille](#) afin de [toucher](#) à leur place les indemnités. *"La liste des victimes silencieuses et anonymes du Rana Plaza est loin d'être bouclée"*, prédit le syndicaliste.